

JOURNAL	L'HEBDO	
DATE	Jeudi 14 mars 2024	

« Derrière un numéro de sinistre, il y a des familles avec des enfants »

LA LAIGNE - CRAM-CHABAN

Mercredi 6 mars, la réunion avec France Assureurs n'a pas convaincu les sinistrés du séisme du 16 juin 2023. Ces derniers espèrent que l'entrevue avec le Premier ministre fera bouger les lignes.

« Outre la lenteur des procédures, la grosse problématique du moment, c'est le relogement, estime Matthieu Priez, président du collectif des sinistrés de La Laigne. La plupart des assurances ont des durées d'indemnisation pour le relogement qui varient entre zéro et six mois. » Lui et les autres victimes du tremblement de terre du 16 juin 2023 avaient rendez-vous mercredi 6 mars à Cram-Chaban avec France Assureurs, le principal organisme de représentation des compagnies d'assurances en France. Objectif : faire le point sur l'évolution de la prise en charge assurantielle. Une cinquantaine de personnes étaient présentes.

Neuf mois après le tremblement de terre, la réunion est loin d'avoir satisfait les sinistrés. « Dans le cadre de la catastrophe naturelle, France Assureurs considère que la prise en charge du relogement est un geste commercial, nous indiquait le lendemain Matthieu Priez. Je mets en garde les autorités depuis bientôt six mois sur cette problématique. » Les indemnisations prenant fin, plus de 150 familles de La Laigne, Cram-Chaban et La-Grève-sur-Mignon doivent désormais payer le crédit immobilier de leur maison délabrée ainsi que le loyer du relogement. Une situation qui met le représentant des sinistrés dans une colère noire : « Ces familles se



Matthieu Priez, président du collectif pour les sinistrés de la Laigne et des villages alentours © Archives L'Hebdo 17

retrouvent en grande difficulté financière. Si bien que beaucoup demandent de l'aide pour des colis alimentaires pour manger (lire aussi ci-contre, N.D.L.R.). »

Un album photo

Le Premier ministre Gabriel Attal devait convier les principaux assureurs à Matignon ces jours-ci. Les sinistrés des trois communes attendent que ces derniers prennent des engagements. « On va mener une campagne de communication, annonce Matthieu Priez. J'essaie de trouver un bon photographe pour nous prendre devant nos mobile-homes et nos maisons détruites. On enverra ensuite un album photo à chaque assureur pour montrer que derrière chaque numéro de sinistre, il y a des familles avec des enfants que l'on arrive plus à nourrir. » Le collectif des

sinistrés n'exclut pas non plus de se déplacer à Niort, ville où siègent les principales compagnies françaises d'assurances, pour se faire entendre.

Il y a urgence à agir. Faute de moyens financiers, des sinistrés n'hésitent pas à réintégrer leur habitation délabrée – 80 arrêtés de mise en péril auraient été pris –, malgré les risques qu'ils encourent : « Et il y en aura de plus en plus si les assureurs ne prennent pas en compte le relogement », souligne Matthieu Priez avant de conclure : « On nous a opposé que nous n'étions pas les seuls à être confrontés à ce type de catastrophe. Oui, c'est vrai qu'il y en a un certain nombre en France. Mais dans nos trois communes sinistrées, on paie un service pour nous, pas pour les gens du Pas-de-Calais. Ce n'est pas un argument que l'on peut entendre. »

C.V.